

# Le photojournalisme, laboratoire social du libéralisme économique

Pourquoi faire aujourd'hui un état des lieux du photojournalisme alors même que tout a déjà été dit ou presque sur la question. Rapports et études se sont succédé, un observatoire a été créé, le diagnostic a été posé... Alors ? Rien.

Rien ou si peu n'a été entrepris. Pourquoi ? Parce que les éditeurs de presse se satisfont pleinement de cette situation qui génère des économies et permet de dégager de la rentabilité à court terme : baisse en volume et en prix des achats d'art, baisse des effectifs, précarisation, externalisation, forfaitisation et remise en cause du droit d'auteur dans son périmètre et sa nature.

Face à cette situation, nos interlocuteurs, que ce soit au ministère de la Culture et de la Communication ou au ministère du Travail et des Affaires sociales, nous écoutent mais ne nous entendent pas.

D'un code de bonne conduite qui ne fait que redire la loi sans aucune mesure coercitive, un projet de décret qui n'aboutit pas, en passant par des réformes dont les décrets d'application ne sortent pas, l'État ne légifère pas alors que des propositions sont sur la table, que le dialogue social est en panne et que l'hémorragie continue.

Car derrière ces chiffres et ces statistiques, il y a des hommes et des femmes qui vivent aujourd'hui un véritable déclassement social. Hélas ils ne sont pas les seuls, mais leur situation est emblématique d'une profession qui va mal ; celle des journalistes, et plus particulièrement des pigistes, quand ils peuvent encore prétendre à ce statut, devenus à leur corps défendant un laboratoire social du libéralisme économique. Ces photojournalistes qui prétendent au privilège exorbitant de vouloir être à la fois auteurs et salariés !

C'est pour leur donner la parole et leur permettre de témoigner que nous avons fait cet état des lieux et pour ceux qui doutent que toute une profession est réellement en souffrance. Une profession qui ne baisse pas les bras, qui a encore la volonté d'avancer, de se battre pour continuer à faire son métier.

Cette crise du photojournalisme est symptomatique d'une crise sociétale et plus particulièrement d'une crise de la démocratie. Dans ce contexte de course à la rentabilité et au moins disant culturel, la photographie de presse, celle qui a un vrai contenu éditorial, n'est plus considérée comme une valeur ajoutée à une publication de presse ; que demain cette publication de presse soit en ligne et que l'image ne soit plus fixe mais animée (vidéo) ne change rien à ce constat.

---

Pourquoi investir chèrement dans quelque chose que l'on peut trouver facilement à un prix modique et dont la qualité certes médiocre suffit à l'usage que l'on veut en faire ? Beaucoup de professionnels de grand talent ont pensé que la qualité de leur travail les protégerait. Erreur, il n'y a plus de directeur artistique ni même de directeur de la photographie dans les rédactions. Il n'y a souvent plus qu'une iconographe sous la hiérarchie d'un rédacteur en chef et dont on a divisé le budget par deux ou trois.

En effet, les éditeurs, *in fine*, considèrent que la qualité et le contenu de l'image influent peu sur l'acte d'achat d'une publication de presse (ou sur l'audience dans l'audiovisuel), ils appuient leur analyse sur des audits de panels de lecteurs (ou de spectateurs), audits qui remplacent de plus en plus une vraie ligne éditoriale.

Penser que l'Internet et les réseaux sociaux vont permettre de remplacer les médias traditionnels et apporter une plus grande démocratie est un leurre. Ce n'est pas M. Dupont sur les réseaux sociaux, le service communication d'une banque multinationale ou l'office de tourisme d'une démocratie populaire d'Europe centrale qui vont nous garantir une information pluraliste et de qualité.

Avec l'ère du numérique, tout le monde fait de la photographie mais ce n'est pas parce que l'on fait de la photographie que l'on est photographe et encore moins journaliste. Seuls les journalistes sont les garants de la qualité et de la pluralité de l'information et le statut du journaliste est fait pour garantir cette indépendance.

Pour nous, photojournalistes, la carte de presse a en cela une valeur hautement symbolique mais pas seulement. Elle est la reconnaissance de notre qualité de journaliste par la profession. Je comprends cet attachement de mes confrères et j'ai ressenti moi-même la perte de ma carte de presse comme une petite mort, un deuil. Mais le fond du problème est de savoir pourquoi aujourd'hui nous ne l'avons plus : simplement parce que nous n'avons plus suffisamment de travail.

La vraie question est donc de savoir pourquoi, aujourd'hui, alors que la photographie est omniprésente dans la presse quotidienne et la presse magazine, qu'elle soit papier ou électronique, il n'y a quasiment plus de photographes qui arrivent à gagner l'équivalent d'un Smic pour vivre exclusivement de leur métier de journaliste ?

Dans ce contexte, il est illusoire de penser que plus de précarité va nous redonner un volume plus important de travail. Croire que parce que nous allons demander moins de cotisations sociales et accepter que notre collaboration puisse prendre fin à tout moment, sans aucune indemnisation ni préavis, va nous permettre d'être mieux payé ou tout du moins avoir plus de travail, est une chimère.

Un économiste relevait récemment au sujet du marché du travail : il n'y a aucune étude économique qui démontre que la libéralisation du marché du travail crée de l'emploi.

Non, le statut de photojournaliste n'est ni exorbitant ni compliqué ; ce qui le complique c'est le détournement des lois en vigueur. Oui, il y a des choses à réformer concernant la CCIJP (Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels), notamment l'ouverture à de nouvelles formes d'écritures journalistiques. Mais là encore, quel est le fond du problème ? C'est que les auteurs de web documentaire et de P.O.M. (petite œuvre multimédia) n'arrivent pas à gagner leur vie avec ce type de production faute de modèle économique viable sur le web. Carte de presse ou pas carte de presse, auto-entrepreneur ou pas. Il faudrait d'abord que leur travail soit rémunéré à sa juste valeur.

Alors, faut-il se désespérer ? Non, nous voyons arriver une nouvelle génération de photographes, mieux formés, plus polyvalents, maîtrisant l'écriture, l'image fixe et l'image animée. Ils inventent tous les jours de nouvelles formes d'écritures dans tous les domaines y compris le photojournalisme. Nous avons un vivier de jeunes talents et une profession qui se féminise, c'est une chance pour l'avenir du métier et de l'information.

Encore faudrait-il que les acteurs économiques et politiques soient à la hauteur de la situation et prennent enfin conscience de cette richesse. Le statut du journaliste et la protection du droit d'auteur à la française ne sont pas un frein mais une chance, sachons les faire évoluer dans le bon sens, car si les créateurs ne peuvent plus vivre de leur travail c'est l'information et la culture qui sont en danger.

Il est urgent d'agir, enfin.